



Compte rendu

Budapest – Hongrie - Jeudi 28 janvier 2019

Débat organisé par le député Frédéric Petit en association avec les conseillers consulaires Frédéric Lefebvre et Jeanne Dubard.

Résumé : Après un premier tour d'écoute du ressenti des participants sur le sujet des Gilets jaunes, la discussion s'est poursuivie par des partages de points de vue (parfois très contrastés) sur des thèmes variés tels que l'économie, la rémunération du travail, les retraites, l'éthique de l'Etat et la démocratie, la dépense publique, la fiscalité et l'immigration. Ont plus particulièrement été abordées les questions spécifiques aux Français établis à l'étranger ainsi que le regard qui pouvait être porté depuis l'extérieur sur la situation politique en France.

1. Ouverture par le député Frédéric Petit

- Rappel des spécificités de la circonscription, qui concerne les Français établis hors de France et couvre 16 pays d'Europe centrale, orientale et balkanique.
- Présentation du Grand Débat et de la plateforme en ligne. Un compte-rendu sera publié sur le site du député.
- Rappel des règles du débat : chacun s'exprime librement, dans le respect de l'autre. Tendre vers des désaccords fraternels.

2. Tour de parole sur le partage des ressentis

Intervention : Intérêt pour le débat, content d'être présent.

Intervention : Gilet jaune, « j'ai une grande liste de revendications (ce ne sont pas seulement les miennes) », qui a été envoyée à l'Élysée et aux préfets. Il y a de nombreux thèmes, parmi eux, le pouvoir d'achat, le référendum et l'immigration. Interpellation du député concernant ses votes sur l'augmentation de la CSG, la non-revalorisation des retraites et le salaire minimum.

Intervention : proche des foulards rouges. Pourquoi les gilets jaunes ? Il faut comprendre.

Intervention : A quitté la France depuis plus de 10 ans, viens au débat pour se renseigner.

Intervention : Etabli en Hongrie. Problème avec l'image véhiculée à travers les manifestations en France. Sentiment d'inquiétude. « La violence m'attriste, me choque, me met en colère » (qu'elle vienne des manifestants ou des forces de l'ordre).

Intervention : Contraste entre les revendications salariales en France et la situation des travailleurs en Hongrie, avec un SMIC à 430€ net par mois. Incompréhension des Hongrois : « Il n'y a rien qui accroche. » « Un décalage » « Comment est-ce que ça va s'articuler ? comment est-ce qu'on peut vivre ensemble ? » « En France, il y aura toujours des gens qui sont très faibles et ont besoin d'être aidés (personnes en situation de handicap, personnes âgées dépendantes, etc.). Il y a aussi des gens très riches. »

Intervention : En Hongrie depuis plus de vingt ans. « Je viens ici ce soir parce que je vois diminuer la démocratie. » Un problème en France : « Il y a une vraie arrogance du pouvoir en place. » Préfère parler de « revendications » plutôt que de « doléances ». Attristé par les violences et certains propos tenus sur les ronds-points. N'est ni gilet jaune ni foulard rouge. Reste prudent sur le débat : « Quand deux millions de personnes donnent un avis, il n'en ressort pas grand-chose. » « Un autre problème avec le grand débat : cela permet à M. Macron n'intervenir à la TV tous les soirs en ce moment, en période de campagne européenne. Personnellement, ça me choque. » « J'aimerais que toutes les voix des Français établis à l'étranger soient entendues. »

Intervention : Vis depuis plus de vingt ans en Hongrie. A beaucoup de questions de la part de ses collègues hongrois sur ce qui se passe en France. Au début du mouvement, « c'était pour moi un épiphénomène sans grand intérêt. De l'extérieur, ce qui me frappe, c'est que je n'arrive pas à comprendre ce qui est attendu. Il y a tellement de choses dites par tellement de personnes... Outre le fait que c'est difficile de faire un grand débat à 70 millions de Français, c'est encore plus difficile quand on ne sait pas vers quoi on veut aller. C'est une bonne chose : les gens s'écoutent et se parlent. En termes de résultats, je suis beaucoup plus sceptique et inquiet. »

Intervention : « Les gilets jaunes, c'est extra-ordinaire. De voir des gens qui travaillent, qui contribuent à la vie de la nation par leur travail et leur impôt, expriment un désarroi parce qu'ils n'arrivent pas à joindre les deux bouts, alors qu'on a de nombreux chômeurs... c'est quand même hallucinant, c'est intolérable, c'est un scandale. » Au sujet du président de la République : « On s'est dit il est au centre, il est jeune, il a une vision à la fois capitaliste et humaine... et il augmente l'impôt. Et les cinq centimes... »

Remarque : « c'est la goutte d'eau ! »

Intervention : « J'étais à Paris l'un des samedis. C'était vraiment une ambiance de révolution. L'Etat a démontré sa faiblesse par rapport à cette violence, et ça c'est hallucinant. Il y a vraiment un gros problème qui a été mis à jour. » « Il y a des réformes économiques à faire, il faut un courage politique incroyable pour les faire. Je pense que c'est salutaire que les gilets jaunes soient venus. On voit que la classe moyenne n'arrive pas à vivre correctement, ils travaillent et ne veulent pas être dans l'assistanat. L'assistanat c'est bien pour les personnes dépendantes ou en situation de handicap par exemple, mais pas pour tous le monde, et il y a beaucoup de choses à changer. »

3. Prise de parole sur des faits, des chiffres, des analyses et des propositions

Ethique de l'Etat

Intervention : Il y a des gens extrêmement modestes (la France périphérique, les campagnes). Ils demandent aussi une réduction du train de vie de l'Etat, l'évasion fiscale, etc.

Intervention : Demande d'exemplarité de l'Etat, y compris des élus, et d'un point de vue financier. Il y a par exemple de l'arrogance politique quand on décide par décret (vécu à l'AEFE pendant plus de deux ans), ou quand on empêche des footballeurs de la coupe du monde d'être avec les gens (sur les Champs Elysées).

Dépense publique

Intervention : On utilise 57 % de notre richesse nationale en dépense publique, c'est énorme, 10 points de plus que les autres pays. Par exemple, les mairies financent chaque année les feux d'artifice comme dépense publique.

Intervention : En termes de symboles, il est important de pouvoir se rencontrer : gilets jaunes, feux d'artifices, football.

Intervention : Parmi les dépenses inutiles, il y a l'aide à la presse.

Démocratie et référendum

Intervention : Ce qui serait démocratique, ce serait peut-être le RIC. Les mouvements sont divers. En Hongrie, on a fait reculer le gouvernement avec 200 000 signatures pour éviter la fermeture des magasins le dimanche. De même pour les JO de Bucarest, le gouvernement a reculé. Et en France ? Il faut 10% du corps électoral, 4,5 millions de signatures et de nombreux députés (185).

Désaccords sur le référendum révocatoire (avis différents).

Fiscalité

Intervention : Il y a aussi la justice fiscale et l'évasion fiscale.

Intervention : Rappel : suppression de l'impôt sur la fortune et création de l'impôt sur la fortune immobilière.

Intervention : « Pour moi, même 5 milliards (recette de l'ISF), c'est *peanuts*. Je pense qu'il faut pouvoir dire que si vous gagnez plus de 1 millions d'euros par an, vous n'avez plus droit à aucune niche fiscale. La symbolique pourrait être plus forte et plus efficace avec la suppression des niches fiscales. »

Intervention : « Moi, c'est le concept de redistribution qui me choque. Il n'y a pas que des fainéants, en France, des incompetents ou des personnes en situation de handicap. Il faut que les gens vivent de leur travail, pas de la redistribution. La réponse aux gilets jaunes, l'Etat donne 100 euros, c'est un mauvais signal pour les jeunes, qui vont attendre que leur soit donnée une prime d'activité, je ne comprends pas la logique. »

Intervention : « Ce qui m'a surpris moi dans ce mouvement, c'est que les réclamations se tournent uniquement vers l'Etat. Il y a un acteur qui est absent de ces revendications : les entreprises, le monde du travail. Les personnes sont dans une situation difficile, ça s'entend, mais pourquoi est-ce que c'est l'Etat que l'on vise ? Il y a les grandes entreprises, les dividendes économiques... »

Intervention : chez les gilets jaunes, il y a des retraités, des chômeurs, etc.

Economie, travail, retraites

Intervention : employeur en Hongrie, « je participe à délocaliser des gens d'Europe de l'Ouest vers l'Europe de l'Est. » On parle de 100 € en France : « 100 € d'écart c'est beaucoup, il y a quand même des déséquilibres en Europe. » « Aux Etats-Unis, il n'y a pas de SMIC, mais globalement l'Etat fédéral s'assure qu'il n'y ait pas plus de 20 % d'écart entre les salaires minimums » des différents Etats, on s'y retrouve, pas comme en Europe. Dans les villes en France où il y a du boulot, et il y a moins de problème avec les gilets jaunes. » Exemples de différences de prix en Europe : un abattage de cochons dans une région française, transport et préparation en Pologne puis retour pour la vente dans la même région française. « Il faut être réaliste, tout le monde ne peut pas être ingénieur. Après, il faut accompagner tout le monde dans le cadre de l'entreprise, pour aider les enfants à aller à l'université, etc. » Les métiers évoluent avec l'automatisation : caisses automatiques à la place des caissières, « même le métier de banquier disparaît »

Intervention : La politique devrait être éthique. Les politiques font des erreurs, et comme ils sont exposés médiatiquement, le moindre dérapage passe très mal.

Intervention : besoin de cohérence. « Pour la politique envers les retraités, des retraités on un niveau de vie supérieur à ceux qui travaillent. » « Ethiquement, ça ne me choque pas qu'on favorise le travail. »

Intervention : « Pour les retraites, mon fils (et sa génération) a bien compris que sa retraite serait plus faible. Pour moi la retraite devrait être à ceux qui travaillent : combien est-ce qu'ils ont cotisé ? On fait un pot à partager. »

Intervention : Retraites : il y a une mesure de transfert entre actifs et inactifs.

Intervention : Mais il ne faut pas rêver, les retraités en ont gros sur la patate.

Immigration

Intervention : Aimerais parler de l'immigration, des clandestins et des mineurs accompagnés (ou considérés comme mineurs). Coût de la prise en charge pour la collectivité. Contrairement à la Hongrie, la France ne fait rien pour stopper l'immigration (fraude à la sécurité sociale, maintien du droit du sol, maintien de l'aide au développement aux pays concernés par les clandestins).

Intervention : Il y a des immigrés partout, les Français de l'étranger sont des immigrés.

Impôts sur les Français de l'étranger

Intervention : Question sur le rapport de la Députée Anne Genetet, taxe passe de 20 à 30 %.

Intervention : ça n'est pas un impôt, c'est un prélèvement libératoire. On peut faire une déclaration de revenus mondiaux.

4. Fin

Conclusion et invitation à se renseigner sur le site www.granddebat.fr